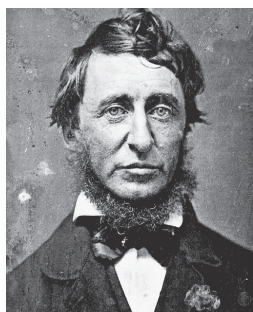


# Désobéir pour vivre? Vivre pour désobéir?

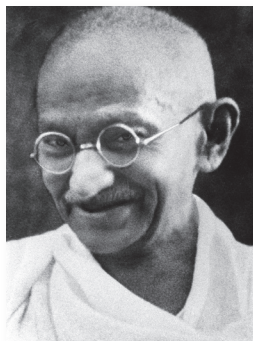
**Désobéisseurs ou désobéissants? Résistance ou dissidence? Insurrection des consciences ou intérêt supérieur? Même si les termes ne sont pas stabilisés, il n'empêche: c'est le grand retour de la désobéissance. Pourquoi et comment?**

Dominique GUIBERT, secrétaire général de la LDH

L'omniprésence de la désobéissance interroge à la fois sur ses racines théoriques anciennes et sur les conditions de son utilisation contemporaine, tant la prévalence de la forme sur le fond est mise en avant. Quel qu'en soit le sujet, il apparaîtrait que ce qui fait le point commun entre toutes ces propositions est le moyen. On peut alors y voir deux conséquences. La première est bien de se priver de toute généralité, voire même de s'en méfier. La deuxième est de ne pas prendre partie pour un sujet plutôt qu'un autre. C'est la convergence des luttes, la fusion des combats qui tient lieu de stratégie. Pourtant, tout le monde sait bien que les camps politiques ne se sont pas mélangés. Pour certains médias avides de sensationnel, c'est pain béni, car la mise en retrait du contenu du message lui-même, qui n'en est pas moins très présent, permet de ne s'occuper que du nouveau et de vanter les festifs inventifs par rapport aux tristes classiques diffuseurs de tracts. Pourtant il ne s'agit pas d'un combat entre les anciens et les modernes, entre d'un côté les culturels créatifs et de l'autre les politiques rébarbatifs. Cette opposition est artificielle et n'est pas suffisante pour expliquer cette vague des «désobéissants». Est-il possible d'établir une politique qui serait uniquement fon-



H. D. Thoreau



M. Gandhi



M. L. King

© PHOTOS: DR

dée sur un ensemble résistance-dissidence? On résiste à l'occupant, à une politique, on entre en dissidence contre l'injustice. La limite est alors évidente. N'utilise-t-on pas, dans le langage courant, les mêmes mots de façon indifférenciée, pour parler de la résistance à l'impôt, aux radars sur le bord des routes? Mais aussi du refus de la torture pendant la guerre d'Algérie, de la résistance à l'occupant, des dissidents afghans, tchéchènes, kurdes, etc. Et les mutins de la mer Noire, et les manuels de l'insurrection, de guérilla... Et tout récemment, dans le même journal du soir, on pouvait lire que de grands noms de la médecine française décidaient de rentrer en dissidence administrative, que des bataillons entiers de Tshalh refuseraient d'être engagés contre les colons en Cisjordanie, et que les activistes du Bike block envisageaient des «*formes d'action qui rendent la résistance désirable*». On trouve aussi des gens qui résistent à la dictature de l'instant, matérialisée par l'Internet mobile et les téléphones du même métal. Les sites spécialisés se développent: *jerésiste.com*, *désobéir.com*, et «les désobéissants» appellent à la participation à des manifestations de rue...

La multiplicité des causes interroge. A moins de considérer que le seul fait de faire de la désobéissance est un manifeste dont

l'objet se confond avec le sujet, on peut dire qu'il n'y pas de création d'un objet théorique mais la constitution, longue, d'une stratégie de l'action de désobéissance. Il faudrait sans doute rappeler ici l'impératif catégorique kantien, au sens de l'engagement entre la morale individuelle et l'ordre collectif. Mais ce refus en conscience dépasse largement le propos. Contentons-nous de rappeler les trois étapes qui conduisent à la désobéissance contemporaine: l'engagement personnel contre une décision non partagée (Thoreau); puis l'intégration de cette décision dans l'action collective (Gandhi); enfin, le refus des inégalités et des discriminations qui interdisent l'établissement de la loi (King).

## Les trois étapes de la désobéissance

Henry David Thoreau s'est opposé à la guerre menée par son pays, les Etats-Unis d'Amérique, contre le Mexique, en refusant de continuer à payer les impôts fédéraux. Il passa une nuit en prison, fut libéré par le paiement de l'amende par ses amis, alors que lui, pour des raisons de principe, refusait de payer cette modique somme. Il prononça deux ans après, en 1848, une conférence: «Résistance au gouvernement civil», qui bien après devint un essai, a posteriori nommé *De la désobéissance civile*. Il était aussi un abolitionniste convaincu et a écrit plusieurs discours de soutien à John Brown; il reprochait à l'Etat de soutenir l'esclavage qui régnait dans le Sud. Thoreau, très individualiste, n'avait guère confiance dans ses concitoyens, et, même s'il admettait que si beaucoup agissaient ensemble les choses pouvaient changer, il reste avant tout le chantre de l'action individuelle pour sa propre conscience. Mettant en pratique le droit de l'individu à refuser de coopérer avec un Etat ou un gouvernement qui prend une mauvaise décision, tout en se

proclamant plutôt partisan d'un gouvernement qui ne gouverne pas trop, il n'a pas donné lieu à une postérité théorique. L'homme qui a dit « *la seule obligation qui m'incombe est de faire en tout temps ce que j'estime juste* » était trop individuel pour créer un mouvement.

Gandhi est avant tout un homme politique, plus qu'un théoricien ou un philosophe. C'est avant tout l'homme qui sut trouver une stratégie malgré un rapport de forces policier et militaire, écrasant, en la défaveur des nationalistes indiens. Dans la première partie de sa vie, en Afrique du Sud, il comprit que sur la base du refus individuel d'accepter une loi raciste du gouverneur de l'époque, le général Smut, il fallait offrir un cadre collectif de référence, prenant en compte la question de la violente répression attendue. Refus individuel, engagement collectif, évitement de l'affrontement : tel est le triptyque gagnant que Gandhi mit en place pour arriver à l'indépendance des pays issus de l'Inde coloniale en 1948. Ce fut un extraordinaire praticien du rapport de forces. Sa place est d'avoir fait d'une pratique individuelle une arme pour le combat collectif de masse. Alors que l'on semble vouloir en faire le messenger universel de la non-violence, il est avant tout un praticien de l'action collective. L'un des plus importants.

King, Martin Luther bien sûr, pour parachever l'édifice, est la figure emblématique de l'impossibilité de respecter la loi si des groupes, pour des raisons de couleur de peau d'origine, subissent meurtres, répressions, emprisonnements, arbitraire, misère et pauvreté. Les « *Strange Fruits* » que chante Billie Holiday sont les récoltes symboliques de l'inacceptabilité d'un ordre social qui ne réserve pas le même sort à chacun. Ce combat pour l'intégration n'allait pas de soi, tant le système encore présent de ségrégation, par exemple dans le

**On voit, au fur et à mesure de la multiplication des terrains de la désobéissance, que la question du débouché politique devient primordiale. Et que donc l'engagement dans un programme généraliste ne peut plus être esquivée.**

Mississippi en 1964, était puissant. La cohabitation entre le développement séparé (Malcolm X), la lutte armée (Les Black Panthers) et l'intégration n'a pas été une partie de gala. Et les uns et les autres ont été assassinés, réprimés, exilés. Vingt-cinq ans après, les affiches et représentations des « héros » emblématiques mêlent, dans le même hommage, King, Malcolm X, Obama...

### Le contexte de la France sous Nicolas Sarkozy

De l'impératif catégorique kantien, à la volonté de créer des ruptures au sens des situationnistes des années 1960. Il n'y a pas de nouveauté dans la question du refus d'obéissance. Il y a quelques dizaines d'années qu'ont été publiés *Dictionnaire de la contestation* et autre *France rebelle...* Ne chantons-nous pas, nous, militants de la LDH, à la gloire des soldats du 17<sup>ème</sup> de ligne qui ont refusé de tirer sur leurs « frères » à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au risque « *d'assassiner la République* » ? Ne proclamons-nous pas que « *résister se conjugue aujourd'hui* » ? N'appelons-nous pas à « *l'insurrection des consciences* », pour nous opposer à la guerre menée dans Gaza par le gouvernement israélien ? Notre campagne d'action s'appelle bien « *Urgence pour les libertés, urgence pour les droits* » ? Au fond, l'histoire c'est bien la question des rapports entre l'ordre, la loi, la justice. Et des raisons de s'y opposer quand le premier ne s'exerce pas dans le respect des secondes. Ce qui change est l'utilisation relative de la désobéissance, selon des contextes différents.

La force des mobilisations tient aujourd'hui à la conjonction de cinq éléments de la situation politique de la France sous Sarkozy : une hyperconcentration du pouvoir qui personnalise à outrance la responsabilité des politiques ; la primauté donnée au pénal à la place du social, qui multiplie les injustices, les illégalités et les dérapages verbaux ; l'absence

d'une alternative stratégique crédible, cruelle en ce qui concerne le programme politique, cruelle en ce qui concerne les personnes ; les manquements au fonctionnement de la démocratie politique, avec son cortège de prévarications, de petits arrangements entre amis, mais surtout d'absence d'une démocratie continue ; enfin, la crise des professionnels de l'action envers autrui, que prouve la concentration des refus dans les secteurs éducatif, de santé, de relations avec les personnes.

Il peut sembler que ces formes de mobilisation ne font pas bon ménage avec les programmes généralistes. Souvent, elles sont, il est vrai, le domaine des réseaux et de regroupements créés ad hoc. Et même si ces réseaux sont au départ limités par l'objet de leur action, ils sont illimités dans leurs formes d'apparition. Mais on voit aussi, au fur et à mesure de la multiplication des terrains de la désobéissance, que la question du débouché politique devient primordiale. Et que donc l'engagement dans un programme généraliste ne peut plus être esquivé, sauf à considérer que la stratégie de convergence objective des luttes suffit à faire un autre monde. Il y a deux volets à cette vision de l'autonomie du social. D'un côté l'addition des refus suffirait à faire sens, avec comme emblèmes les stages de désobéissance dont la finalité est dans l'acte et pas dans le sujet. De l'autre, c'est la remise en avant de la prétendue auto-organisation des luttes qui tient lieu de prise du pouvoir, et c'est « la révolution qui vient de loin ».

La LDH a une place unique à faire valoir : organisation généraliste, politique mais non partisane, elle offre un cadre d'analyse et de militantisme qui fait de l'universalité et de l'indivisibilité des droits la condition de leur effectivité. De ce point de vue, elle permet à tous ceux qui veulent aller au-delà de leur légitime colère de s'engager au long cours. ●